

LA SOLIDARITÉ AU PEUPLE PALESTINIEN

INTERVIEW DE BERNARD RAVENEL *

Comment êtes-vous devenu le militant de la Palestine que vous êtes ?

La guerre d'Algérie. J'ai été réformé car tuberculeux à l'époque. J'ai alors adhéré au PC pour lutter contre la guerre puis au PSU que j'estimais plus actif dans la lutte. J'étais responsable étudiant et j'ai assisté en 1964 à une conférence tenue par Maxime Rodinson qui expliquait la cause palestinienne. J'ai été impressionné par la radicalité du problème et me suis intéressé à cette cause. Au PSU, en 1974, après le départ de Michel Rocard, j'ai été chargé des relations internationales et j'ai demandé que se tienne une réunion nationale du PSU pour que ce parti prenne clairement position sur la question palestinienne.

J'ai été sollicité pour être président de l'AFPS lors de sa création en 2001. Je n'étais pas un militant interne de ce mouvement associatif, j'étais membre actif d'autres structures de solidarité, en particulier dans la mouvance pacifiste où j'animais le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la liberté (MDPL) créé par Claude Bourdet. A ce titre, j'avais été de ceux qui, en 1989, avaient organisé une chaîne humaine à Jérusalem rassemblant Palestiniens de l'OLP et Israéliens, essentiellement du mouvement de « La paix maintenant ». Les Européens servaient de médiateurs pour construire cette chaîne qui avait abouti à une superbe manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes autour de la Vieille Ville. J'ai voulu faire la même chose à Paris entre l'Ambassade d'Israël et la Délégation de Palestine mais les conditions de circulation beaucoup plus contraignantes qu'en Palestine l'ont fait à moitié échouer. D'autre part, j'avais créé avec Isabelle Avran, secrétaire générale de France Palestine, le Forum pour une paix juste au Moyen-Orient au moment de la guerre du Golfe en 1990, dans lequel nous voulions lier la question de la guerre du Golfe à la question palestinienne.

* PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ (AFPS)

Recherches internationales, n° 82, avril-juin 2008, pp. 175-186

Pour nous, aucune solution à la crise dans la région ne serait trouvée si la question palestinienne n'était pas prise en compte. Ce Forum avait comme caractéristique de se prononcer non seulement contre la guerre mais aussi contre Saddam Hussein, ce qui n'était pas évident à l'époque où la logique campiste, sans position intermédiaire, régnait. Nous pensions qu'il fallait se situer dans une dynamique politique de recherche de solution à la question palestinienne comme matrice de toutes les crises de la région. Après la guerre du Golfe, une perspective politique pour la question palestinienne semblait s'ouvrir. Elle s'est concrétisée avec la Conférence de Madrid et ensuite avec les accords d'Oslo mais elle n'a pas répondu aux attentes. Cette illusion a provoqué au contraire une démobilisation du mouvement dans les années 90.

Quand et comment est née l'AFPS ?

Elle est née en 2001. Elle est le produit de la fusion de deux associations qui existaient en France sur le terrain de la solidarité avec la Palestine : d'un côté, l'Association Médicale franco-palestinienne (AMFP), créée en 1974 par des médecins issus de la mouvance de mai 1968 et qui souhaitaient apporter la solidarité médicale matérielle au peuple palestinien victime d'une guerre implacable. A partir du travail de l'AMFP, la nécessité d'une aide matérielle s'est développée à la fois sur place et ici. L'autre association en question est France Palestine. Elle s'était constituée à la demande de l'OLP en 1979, par le Parti communiste, grande force de soutien de l'époque, afin de constituer une sorte de lobby institutionnel en France en faveur de la cause palestinienne. Le but était de créer un relais de la solidarité à travers les institutions politiques françaises. Cette association était co-présidée par des représentants de cinq partis du paysage politique français : le Parti communiste, le parti socialiste, l'UDF, le RPR et le PSU auquel j'appartenais et dont le représentant était Claude Bourdet.

Ces deux associations évoluaient parallèlement. Après 1993 et les accords d'Oslo jusqu'à la deuxième intifada, la solidarité s'est affaiblie dans les deux associations car les gens ont cru à une issue politique favorable à la question palestinienne. Elles ont voulu à ce moment-là se rapprocher car les clivages politiques idéologiques initiaux avaient plus ou moins disparu. Elles ont commencé à travailler ensemble et en 2000 un besoin d'unification s'est formé. La fusion s'est finalement réalisée avec quelques tensions mais à l'unanimité

et l'AFPS s'est constituée en mai 2001. Cette structure unitaire a provoqué une dynamique de développement, dynamique liée aussi à la situation sur le terrain puisque nous étions à l'échec de Camp David et à la relance d'une deuxième Intifada dans une logique de violence très forte délibérément voulue par Israël. L'AFPS s'est développée, nous avons multiplié le nombre de groupes locaux (de 25 à 75) et d'adhérents (de 900 à près de 3000). Notre existence est reconnue par le monde institutionnel et nous sommes reçus à tous les niveaux de la société politique. Nous produisons par ailleurs deux publications trimestrielles, une interne reflétant la vie des groupes locaux et une revue « *Pour la Palestine* » qui traite de questions de fond et d'analyses politiques sur la région. Notre site internet est très actif et bien fréquenté.

Quelles sont les actions concrètes de l'association ?

L'association s'est constituée au travers d'une charte qui fixe son axe : l'application du droit international concernant la Palestine avec un point supplémentaire qui est le refus de toute considération de type raciste concernant l'exercice de notre solidarité, autrement dit nous refusons toute alliance douteuse, c'est-à-dire de toute collusion ou « proximité » avec des antisémites plus ou moins déclarés et connus comme tels.

Notre premier axe de travail est d'exercer une pression politique sur le pouvoir français pour qu'il évolue en faveur de la cause palestinienne.

Le second est d'exercer une solidarité concrète avec la société palestinienne à travers des projets d'aide à des formes de développement agricole, éducatif, sanitaire, hydrique, etc. Nous coordonnons le travail des groupes locaux français qui ont des liens avec des organisations de la société civile palestinienne. Nous avons repris de l'AMFP son système de parrainages d'enfants. Un exemple de projets que nous portons : il concerne l'huile d'olive qui a une valeur symbolique et matérielle très importante car c'est la principale production palestinienne ; celle-ci est destinée à l'exportation. Notre projet ne consiste pas à faire du commerce, nous avons conclu un accord avec les structures coopératives paysannes et une structure de commercialisation paysanne pour permettre une modernisation et une qualité de leur production pour que l'huile atteigne un niveau européen du point de vue des normes. L'UE et des collectivités territoriales françaises nous soutiennent. C'est un projet de développement économique et la

vente constitue aussi pour nous un élément de sensibilisation à la question palestinienne. Un autre exemple : nous soutenons et faisons avancer des projets sur l'eau en Palestine qui prennent la forme d'une coopération décentralisée entre une collectivité locale française et une collectivité locale palestinienne, comme par exemple à Besançon, dont la municipalité vient d'adopter un projet ambitieux avec un camp palestinien.

La solidarité militante sur le terrain s'exprime de plus en plus aujourd'hui. Un exemple l'illustrant au mieux est la solidarité avec le village de Bil'in où les habitants mènent une lutte active et non violente depuis bientôt trois ans et organisent une manifestation chaque semaine en lien avec des militants israéliens et internationaux. Ils viennent de remporter un certain succès puisque la Cour suprême israélienne a décidé de modifier le tracé du Mur qui réduisait de 60 % le territoire du village. L'AFPS a apporté son soutien politique et humain en envoyant 30 camarades et quelques personnalités sur place. Nous sommes fiers de ces actions car nous défendons depuis longtemps la problématique de la non-violence active. Cette stratégie prend de l'ampleur en Palestine et pourrait être la forme de la future Intifada.

En France, l'action politique de notre association est simple : il s'agit d'exercer une pression sur les autorités françaises et dans une certaine mesure, puisqu'elle est coordonnée, sur les autorités européennes. Nous participons activement à une structure européenne qui s'appelle la Coopération européenne des Comités Palestine (CECP). L'objectif est de faire adopter et prendre des sanctions contre la politique israélienne. Le vote d'avril 2002 au Parlement européen d'une motion demandant la suspension de l'accord d'association qui existe entre l'Union européenne (UE) et Israël et qui accorde des avantages commerciaux aux produits israéliens a matérialisé ces actions. Nous avons donc une légitimation institutionnelle de la volonté de sanctions. L'opinion européenne s'est prononcée par le vote du Parlement européen, élu démocratiquement. Mais le problème est que les instances dirigeantes de l'UE ont refusé d'appliquer cette mesure. Toute notre action est de montrer la contradiction entre la volonté exprimée par le Parlement européen, et donc par l'opinion européenne, et le refus des autorités d'appliquer cette sanction. Nous continuons de faire prendre conscience aux élus locaux et nationaux de cette contradiction et de la nécessité d'enfin exercer les

pressions nécessaires sur Israël pour qu'il cesse de commettre des crimes de guerre.

L'action de l'UE est donc scandaleusement anti-démocratique !

C'est la non-prise en considération d'une motion votée par une majorité. Cela nous a donné un axe clair, légitime au niveau politique européen et nous avons décliné notre action de différentes façons. Nous avons voulu intervenir sur les produits des colonies en les boycottant. L'accord UE – Israël prévoit d'accorder aux produits israéliens des faveurs douanières, cet accord concerne le territoire d'Israël reconnu au niveau international en excluant donc les colonies israéliennes. Or Israël vend des produits des colonies sous le label *made in Israël* pour bénéficier des mêmes avantages. Nous avons demandé comme point minimal de ne pas accepter les produits des colonies dans ces conditions. L'Union européenne a finalement partiellement bloqué l'entrée des produits des colonies malgré le refus d'Israël et la lâcheté de l'UE. Cela a mis au jour aussi un certain suivisme européen par rapport à la fois aux États-Unis et Israël.

Il y a eu aussi des tentatives de proposer des ruptures de coopération entre UE et Israël comme par exemple les coopérations universitaires. A Jussieu, par exemple, une tentative de rupture a donné naissance à des réactions extrêmement violentes de la part des partisans d'Israël en France. Le président de l'université a reçu des menaces graves qui l'ont forcé à reculer.

En 2002, nous avons participé à une tentative de campagne de boycott des produits israéliens. Mais ce fut un échec. Cet échec s'explique par la sensibilité historique particulière de la société française concernant la question juive et l'antisémitisme. En effet, il faut absolument prendre en compte le fait que, dans les pays qui ont connu l'occupation nazie, et particulièrement en Allemagne, l'action de boycott global d'Israël entre en résonance avec ces heures sombres de l'histoire européenne. D'ailleurs les associations de la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine (dont LDH, MRAP, CCFD, Cimade, etc.) ont exactement la même approche du problème.

Vous travaillez beaucoup en réseau ?

J'ai toujours pensé que l'association seule était moins efficace. Il lui fallait une structure d'alliances qui donne aussi

toute sa force au mouvement. On a insisté sur le rôle de deux structures unitaires : Collectif national pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens (CNP) qui réunit depuis 2001 des associations, des syndicats et des partis qui a pour objectif en particulier la mobilisation de rue en cas de nécessité. Et la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine (Plateforme) créée au milieu des années 90 sous l'impulsion de l'Association France Palestine, qui rassemble une quarantaine d'associations et mène des projets de développement, mène des campagnes de sensibilisation sur différents thèmes et coordonne les actions de lobbying politique. Elle avait réussi à faire reculer de quatre ans (1995- 1999) la ratification de l'accord d'association entre l'UE et Israël.

Nous avons mené avec ces deux structures unitaires la bataille contre le Mur. Nous avons lancé une pétition contre le Mur toujours accompagnée d'une demande de sanctions contre Israël. Cette pétition était accompagnée d'un travail de popularisation sur la question du Mur. Les militants partout en France ont rassemblé à peu près 300 000 signatures. Une pétition était lancée, d'une part en direction du président de l'Assemblée nationale et d'autre part au niveau local aux députés dans leurs circonscriptions. Entre 50 et 60 députés ont signé la pétition. Au final, une délégation constituée du Président de la LDH, du Secrétaire général du Secours Catholique, du Président du MRAP, d'une représentante des Femmes en noir, d'un représentant de l'UJFP et de moi-même a été reçue par le Président de l'Assemblée nationale, M. Debré. Il nous a confié son accord avec notre démarche et son contenu. Nous avons demandé qu'un débat parlementaire sur la question soit organisé. Malheureusement, le calendrier politique a été bouleversé par le référendum européen et surtout par son résultat. Le débat a en fait eu lieu mais un peu à la sauvette pourrait-on dire. Cette action a eu des retentissements même si elle n'a pas vraiment abouti.

Dans l'article de février 2006 « Réflexions et interrogations sur un tournant historique » vous écrivez, je cite : « Le lien entre gauche et sud du monde, mouvement de solidarité et sud du monde, est ancien mais pas toujours limpide ni surtout complètement élaboré. La gauche a oscillé entre incompréhension et soutien plus ou moins inconditionnel aux luttes des peuples du Tiers monde (tiermondisme, la campagne qui va libérer la ville). Une partie de cette gauche

a voulu croire, ou espérer, qu'un raïs ou qu'un imam ou qu'un caudillo populiste suffirait pour court-circuiter l'Histoire, l'accélérer, servir de catalyseur positif pour l'émancipation des peuples et des individus. Aujourd'hui, le réveil est dur. » On vous sent très amer, déçu. Est-ce que votre vision ou votre pratique de la solidarité a évolué après ce dur réveil ?

Les Mouvements de libération nationale (MLN) ont beaucoup évolué soit dans leur nature soit dans la perception qu'on en avait. On soutenait les MLN d'autant plus fortement qu'ils se référaient au socialisme (Viêt-Nam, Algérie), ils étaient porteurs d'un changement social qui « parlait » au monde entier ; nous pensions que ces pays une fois indépendants allaient modifier les rapports de domination avec l'Occident. Malheureusement, tous ces pays ont beaucoup déçu dans les choix pour la libération de leur propre société. Aujourd'hui, la grande différence est que les mouvements de « libération » ou du moins anti-américains ne proposent même plus de parcours d'émancipation économique et sociale.

On se réinterroge sur la nature du Fatah, sur son échec ainsi que sur l'échec de la gauche palestinienne divisée elle-même en plusieurs groupes. Tout cela pèse et l'alternative aujourd'hui en Palestine est représentée par le Hamas qui présente un modèle de société de matrice religieuse. Dans le même temps, le mouvement national palestinien ne s'est pas encore libéré de l'oppression coloniale et nous devons soutenir l'objectif de libération à travers des organisations qui sont pour la libération nationale mais pas pour l'émancipation économique et sociale. Tout cela fait que nous sommes obligés de nous interroger sur le changement de paradigmes dans le mouvement de libération de la Palestine. Nous sommes sur cette interrogation qui porte en fait sur l'échec du modèle socialiste et du modèle post-colonial du xx^e siècle.

Dans l'association, nous accordons une certaine importance à l'analyse politique et géopolitique qui sous-tend notre action. Nos adversaires ont des relais considérables au niveau médiatique, et proposent des analyses qui déforment ou occultent gravement la réalité. Aujourd'hui, en même temps que nous analysons les politiques américaine, européenne et israélienne, nous sommes amenés à pratiquer une analyse plus approfondie du mouvement palestinien alors qu'avant nous étions davantage dans une logique de soutien puisqu'il apparaissait uni derrière l'OLP. D'ailleurs, je pense

depuis longtemps que, pour être efficace, le mouvement de solidarité avec les MLN doit être autonome. D'autre part, nous pensons que l'on doit se garder de la logique binaire des camps : les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis

L'analyse interne du Mouvement palestinien nous amène à une question plus profonde : le caractère progressiste ou non du Mouvement national palestinien.

Ne pouvait-on pas prévoir cette vague conservatrice en Palestine avant même les résultats des élections de janvier 2006 qui finalement la situent dans le mouvement de radicalisation générale de la région ? La Palestine ne s'inscrit-elle pas totalement dans les problématiques régionales qui se font jour depuis plusieurs années ?

Aujourd'hui, le Mouvement national palestinien est divisé, et n'est plus autonome. Il faut affronter la réalité telle qu'elle est et non plus telle qu'on voudrait qu'elle soit. Nous publions depuis déjà un certain temps des textes dans notre revue concernant le débat inter palestinien de façon à ce que nos adhérents connaissent les différentes positions d'un même mouvement national. Ça amène les gens à penser par eux-mêmes et à s'interroger sur le débat palestinien qui malgré tout a pu s'exprimer de manière démocratique. Les forces palestiniennes dominantes n'ont pas de culture démocratique profonde, elles acceptent les opposants mais refusent par exemple d'être battues politiquement ou de partager le pouvoir en reconnaissant ses propres erreurs. En revanche, je pense que la société palestinienne comporte les germes de vraie démocratie, y compris dans la confrontation avec Israël. Nombreux sont ceux qui estiment qu'ils doivent avoir en Palestine un débat politique de fond, ce qui est très positif car ils sont confrontés au retard culturel accumulé par le monde arabe lié aux dictatures, bien soutenues par l'Occident, qui ont empêché le développement d'une culture démocratique et pluraliste et qui a bien été analysé par Elias Sanbar et Farouk Mardam-Bey dans leur livre « Être arabe » paru chez Actes Sud en 2005.

Quelle analyse contemporaine faites-vous du Mouvement de libération de la Palestine ?

Je crois qu'il n'a jamais été aussi faible. Le rapport de forces avec la puissance américano-israélienne est très

défavorable. La réalisation du projet de libération est menacée. Parallèlement, il y a un affaiblissement israélo-américain lié à la défaite américaine en Irak. Le sentiment anti-américain est maintenant planétaire. Le principal allié d'Israël est affaibli et il aura des capacités d'alliances et de résistance moindres. On est dans une logique de confrontation militaire qui monte dans la région.

La lutte palestinienne va prendre sans aucun doute une tonalité plus religieuse qu'auparavant d'où l'importance de Jérusalem dans cet enjeu politico-religieux.

Dans ce contexte, comment envisagez-vous l'avenir du soutien à la cause palestinienne ?

Je crois que le soutien à la cause palestinienne restera vivace et que, malgré le désarroi passager de certains secteurs de l'opinion publique, on continuera d'en ressentir le besoin, d'autant plus que désormais le conflit israélo-palestinien est imbriqué dans l'ensemble des conflits régionaux. Il n'y aura pas de solution de ces conflits régionaux qui soit séparable de la solution de la question palestinienne.

Dans ce cadre nouveau et très dangereux – le risque de guerre régionale – le mouvement de solidarité doit veiller à ne pas entrer dans les divisions entre Palestiniens et de garder comme boussole le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. L'axe de la bataille est plus que jamais l'application du droit international face à la volonté israélo-américaine de le liquider, en Palestine et dans la région. La seule vraie alternative à la guerre est le droit.

On note un recul dans l'opinion publique ?

Les médias relaient la division du Mouvement de Libération de la Palestine de façon très confuse, ce qui contribue à troubler l'opinion publique. En revanche, il y a une sensibilisation à la stratégie de guerre israélo-américaine et si les gens s'interrogent quant à leur soutien à la cause palestinienne ils ne grossissent pas pour autant les rangs de leurs adversaires.

Vous intervenez peu sur la question des réfugiés. Pourquoi ?

Non. Le problème des réfugiés reste une préoccupation constante de notre association. Nous veillons à intégrer les revendications concernant la question des réfugiés fondée

sur la reconnaissance du droit au retour et sur une négociation politique. Elles font d'ailleurs partie de notre Charte fondatrice. Nous avons organisé un débat avec Elias Sanbar qui était chargé de la question des réfugiés dans la négociation de Madrid. Notre revue et notre site donnent une large place à cette question. Cette année nous allons en parler spécifiquement du fait du 60^e anniversaire de la Nakba. Dans la réalité, il faut une solution politique et financière et qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans le sort qu'ils ont subi et continuent à subir. Les accords de Taba avaient avancé sur la question mais Barak a rompu les négociations.

Le problème aurait pu être résolu depuis longtemps mais l'impasse est due au refus d'Israël de reconnaître sa propre responsabilité dans cette question.

On connaît les infléchissements atlantistes de notre nouveau président Sarkozy. Quelles sont les conséquences de cette nouvelle donne ? Avez-vous déjà senti à ce propos une variante dans les institutions ?

En réalité, les deux dernières années de Chirac ont déjà été marquées par un fléchissement de la politique française vis-à-vis d'Israël. Ce rapprochement avec Israël s'est symbolisé par la visite officielle de Sharon en juillet 2005, contre laquelle nous avons manifesté. Cette visite signifiait un alignement non dit sur la politique israélienne ; en même temps, elle a donné naissance à des accords économiques et commerciaux importants. Nous avons d'ailleurs dénoncé ces accords en axant notre travail sur le projet de tramway Alstom-Veolia à Jérusalem. Nous sommes actuellement en procès contre ces deux sociétés.

Chirac a été contraint de se rapprocher des Américains après s'être trop éloigné d'eux sur l'Irak. Cela avait déjà abouti à la résolution 1559 sur le Liban. Il s'inscrivait donc déjà dans la stratégie américano-israélienne dans la région même si les objectifs français étaient un peu différents car la France a des intérêts spécifiques au Liban.

Le rapprochement se concrétisait aussi par les voyages de Sarkozy à l'époque en Israël, où il avait fait des déclarations précises de soutien explicite à Israël et à sa politique. On était donc déjà inquiet et le rapprochement atlantiste se concrétise davantage par le retour quasiment complet de la France dans le giron de l'OTAN. L'OTAN a changé de nature depuis 7-8 ans, elle n'est plus une alliance occidentale de nature défensive

destinée à lutter contre l'URSS ; elle est devenue une alliance offensive visant à défendre les intérêts de l'Occident partout où ils seraient considérés comme menacés, se substituant de fait à l'ONU comme structure de sécurité collective du monde. Nous vivons pleinement cet infléchissement aujourd'hui. Il se traduit à travers la question de l'Iran dans la mesure où Sarkozy se situe très clairement sur la ligne de la politique américaine contrairement à Chirac qui souhaitait prendre ses distances. L'Iran devient l'épicentre du conflit et devient le critère de choix stratégique. Les États-Unis voudraient constituer une coalition de pays européens prêts à les suivre avec l'aide de Sarkozy. Ils veulent aujourd'hui avoir ces nouvelles complicités, ce qui est très grave. L'infléchissement atlantiste se manifeste par la volonté de participer aux pressions économiques et militaires contre l'Iran qui peuvent déboucher sur un affrontement en bonne et due forme. Cela veut dire participer de fait au système d'alliances que les Américains sont en train de monter au Moyen-Orient pour isoler l'Iran avant de le frapper. Le système d'alliances est présenté sous la forme : axe modéré contre les extrémistes. On trouve chez les modérés Israël, ce qui est plutôt un gag, les Arabes sunnites, l'Autorité palestinienne et des pays européens. Les ennemis sont dans ce cas l'Iran, le Hezbollah, le Hamas et la Syrie. Si la France entre dans ce système d'alliances, elle se retrouve de fait dans une situation de conflit par rapport à la question palestinienne et de refus d'une solution politique. Cet infléchissement va donc avoir de dangereuses conséquences. Maintenant nous allons devoir orienter une partie de nos objectifs contre la politique française menée au Moyen-Orient. Cela peut se traduire par la mobilisation contre la guerre en Iran qui inclura nécessairement la question palestinienne et sa non-solution.

